



Collectif 31 Retraites
*Faire entendre les exigences
citoyennes sur les retraites*

*Alternatifs – Alternative Libertaire – ATTAC – CUAL Toulouse Centre –
Démocratie&Socialisme – Europe Écologie-Les Verts – Fédération pour une
Alternative Sociale et Écologique – Fédération Syndicale Unitaire –
Gauche Unitaire – Nouveau Parti Anticapitaliste – Parti Communiste
Français – Parti Communiste des Ouvriers de France – Parti de Gauche –
Parti Socialiste – Syndicat National de la Météo CGT –
Union Syndicale Solidaires - SUD Étudiant - ...*

Défendre les retraites

RETRAIT DU PROJET DU GOUVERNEMENT !

Après une campagne médiatique sans égal, après des « fuites » savamment dosées, après un mois de consultations en trompe-l'oeil, le gouvernement a remis sa copie aux syndicats et au patronat. Ainsi, le gouvernement a tranché comme ses prédécesseurs l'avaient fait en 1993 et en 2003, en n'écoutant que le chant du Medef et en restant sourd à toutes les propositions émanant de la société ne rentrant pas dans sa logique. Avant même qu'il entame un simulacre de concertation tout était dit : hors de l'obligation de travailler toujours plus, point de salut pour les retraites, et surtout pas de quartier pour les retraités.

Le choc démographique

Principal argument avancé par le gouvernement, il est invalidé par le COR (comité d'orientation des retraites). Ainsi, la France connaît certes un allongement de l'espérance de vie, heureuse nouvelle, mais aussi une fécondité qui la place juste au niveau du seuil de renouvellement des générations. Le COR a également établi que **l'aggravation des déficits des comptes sociaux est essentiellement due à la crise financière et non pas à l'évolution démographique** : en 2006, le déficit de l'ensemble du système de retraite était de 2,2 milliards d'euros ; en 2008, de 10,9 milliards et il devrait être de 32,2 milliards en 2010. La démographie n'exerce son influence qu'à moyen et long terme, et pas dans une telle accélération foudroyante en quelques mois. Le choc démographique a bon dos !

Une seule solution ?

Le gouvernement continue dans la logique de 1993 et 2003. Refusant de reconnaître que **le niveau moyen des retraites par rapport aux salaires a reculé de 15 à 20 %** parce que nombre de salariés ne pouvaient déjà pas satisfaire à l'obligation actuelle de cotiser 40,5 ans et que les deux tiers d'entre eux étaient déjà hors emploi à 60 ans, il va encore aggraver cette baisse du niveau des pensions en portant la durée de cotisation à 41,5 ans en 2020. Alors que l'âge moyen de cessation d'activité est inférieur à 59 ans, le gouvernement recule l'âge légal

de départ à 62 ans dès 2018, ainsi que celui auquel on peut partir à taux plein, c'est-à-dire sans décote. **Seront particulièrement pénalisés, non seulement ceux qui auront commencé à travailler tôt, mais aussi de nombreux salariés, tout particulièrement des femmes, qui devront attendre plus longtemps, en situation de précarité, l'âge du taux plein pour ne pas subir de décote.** Annoncé comme devant être une « réforme juste », le projet présenté ne comporte rien qui soit à même de réduire les inégalités de pensions entre les hommes et les femmes et au contraire, celles-ci ne pourront que se creuser.

Travail pénible, fonctionnaires : l'arnaque

Donnant pleine satisfaction au patronat, il n'envisage de prendre en considération la pénibilité du travail qu'au cas par cas et **ce sera au salarié de faire la preuve médicale que son métier a été pénible**, sans possibilité de tenir compte des conséquences qui ne se seraient pas encore révélées. La retraite devient vraiment une affaire de gestion individuelle dans laquelle le droit collectif à la protection disparaît. **Poursuivant la même tactique politicienne de division du salariat**, les fonctionnaires sont encore montrés du doigt et pénalisés, alors que, à qualification égale, le niveau de leur pension est équivalente à celle des salariés du privé. L'augmentation du taux de cotisation pour les fonctionnaires n'est en fait qu'une façon déguisée de baisser leur salaire.

Signez et faites signer l'appel « Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites » :

<http://exigences-citoyennes-retraites.net>

Par petits bouts, à tour de rôle, **toutes les catégories voient leurs conditions se dégrader, chaque recul de l'une servant à justifier le recul de la suivante**, avec une double, voire triple peine pour les femmes, les travailleurs précaires et ceux qui sont restés longtemps au chômage. **En condamnant les salariés âgés à travailler toujours plus tard, on aggrave les difficultés d'entrée dans la vie active des jeunes.** L'Insee vient d'établir que dans le contexte de la crise, le taux de chômage des jeunes s'est encore accru, repoussant d'autant la possibilité pour eux d'atteindre, un jour, la durée de cotisation requise pour une retraite complète.

C'est la crise financière qu'ils veulent nous faire payer...

...et ses conséquences : l'augmentation du chômage qui assèche les caisses de retraite, et les déficits publics en général. Après avoir renfloué les banques par centaines de milliards, les États continuent à financer leurs déficits en empruntant sur les marchés financiers qui ont provoqué la crise. **Réduire ces déficits pourrait se faire par une taxation du capital.** Mais les spéculateurs refusent évidemment cette solution et exigent une réduction des dépenses publiques, dont la protection sociale.

Des alternatives à cette régression sociale existent pourtant.

Il est normal de financer les besoins sociaux liés au nombre croissant de retraités-es en augmentant les prélèvements sur la richesse produite. Le besoin

supplémentaire de financement est d'un montant comparable à celui de l'explosion des dividendes entre 1982 et 2007. Il est donc juste de revenir sur ce détournement par les actionnaires de la richesse produite par le travail, en augmentant la part des salaires et des pensions et en s'attaquant aux profits.

Aujourd'hui que le projet est « tombé »deux conclusions s'imposent donc.

Primo, la crise financière surdétermine la frénésie avec laquelle **tous les gouvernements du monde s'acharnent à imposer des plans d'austérité dont les salariés et les retraités font aujourd'hui les frais, tandis que les tenants de la finance se refont une santé** sur le compte des budgets publics et grâce aux garanties accordées par les États.

Secundo, **la volonté de faire travailler toujours davantage manifeste le refus de reconsidérer la place du travail dans notre société** (donc de poursuivre le progrès social qui a conduit à une division par deux du temps de travail depuis deux siècles), le refus aussi d'apprécier l'immense contribution des personnes retraitées en termes de lien social et de création de services utiles à la société. Bref, l'obstination à promouvoir une société engagée dans un cycle productiviste sans fin.

Notre détermination à faire échec au projet du gouvernement est donc intacte : à l'opposé de la valeur pour l'actionnaire et du « travailler plus pour vivre moins », **organisons une juste répartition des richesses, la réduction des inégalités, le partage du travail et une redéfinition des finalités de l'activité économique.**

La question des retraites pose celle de la société dans laquelle nous voulons vivre. Nous ne pouvons accepter l'appauvrissement programmé des futurs retraités, l'idéologie absurde du « travailler toujours plus » et la destruction des solidarités sociales. Nous souhaitons contribuer à une vaste mobilisation citoyenne pour stopper cet engrenage et nous devons mettre, ensemble, tout en œuvre pour y arriver.

Dès la rentrée, la mobilisation de tou(te)s doit être à la hauteur de l'attaque !

Grand meeting national

mardi 7 septembre à 20h30

à la Halle aux Grains

Des collectifs locaux unitaires se sont constitués pour informer et porter le débat partout en Haute-Garonne :

Rive Gauche - Toulouse Centre Nord Nord-Est – Sud-est Lauragais – Muretain - canton de Saint-Lys - Cazères – Pibrac – Savés-Volvestre - Comminges... et d'autres sont annoncés.

Pour participer, contactez-nous : retraites31@list.attac.org.